

Vu le décret du 29 mai 1984 portant création de l'organisme « Kind en Gezin » (Enfance et Famille), notamment l'article 11, § 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 7 juillet 1998;

Vu le décret du 21 décembre 1988 portant création de la « Vlaamse Landmaatschappij » (Société flamande terrienne), notamment l'article 9, § 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 7 juillet 1998;

Vu le décret du 27 juin 1990 portant création d'un « Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap » (Fonds flamand pour l'intégration sociale des Personnes handicapées), notamment l'article 18, modifié par le décret du 7 juillet 1998;

Vu le décret du 31 juillet 1990 relatif à l'Enseignement-II, notamment l'article 160, modifié par les décrets des 9 avril 1992, 7 juillet 1998 et 18 mai 1999;

Vu le décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative, notamment les articles 24, 44, § 1<sup>er</sup> et 45, modifiés par le décret du 7 juillet 1998;

Vu le décret du 23 janvier 1991 concernant la formation et l'accompagnement des indépendants et des petites et moyennes entreprises, notamment l'article 48, modifié par le décret du 7 juillet 1998;

Vu le décret du 23 janvier 1991 portant création de « Export Vlaanderen » (Office pour la Promotion des Exportations de la Flandre), notamment l'article 20, § 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 24 juillet 1996;

Vu le décret du 23 janvier 1991 concernant la création d'un « Instituut voor de aanmoediging van Innovatie door Wetenschap en Technologie in Vlaanderen » (Institut pour l'encouragement à l'innovation par la recherche scientifique et technologique en Flandre), notamment l'article 18, remplacé par le décret du 18 mai 1999;

Vu le décret du 4 mai 1994 relatif à la société anonyme « Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen » (société anonyme du Canal maritime et de la Gestion foncière des Voies navigables pour la Flandre), notamment l'article 57, modifié par le décret du 7 juillet 1998;

Vu le décret du 15 juillet 1997 portant le Code du Logement flamand, notamment l'article 32, §1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 7 juillet 1998 relatif à l'institution publique « Toerisme Vlaanderen » (Office du Tourisme de la Flandre) et au « Vlaamse Raad voor het Toerisme » (Conseil flamand pour le Tourisme), notamment l'article 20;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juin 1995 portant création et composition d'une chambre de recours pour certains organismes publics flamands, notamment l'article 3, 1<sup>o</sup>;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Culture, de la Jeunesse et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 février 1996 portant nomination des présidents et présidents suppléants de la chambre de recours pour certains organismes publics flamands, les mots « président : M. Jules Beuls, président de la chambre à la cour du travail d'Anvers » sont remplacés par les mots « président : M. Stefan Gilliams, président d'honneur de la chambre à la cour du travail d'Anvers ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 avril 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures,  
de la Culture, de la Jeunesse et de la Fonction publique,

P. VAN GREMBERGEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2012

[C - 2003/27352]

**15 MAI 2003. — Décret promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs dans les matières à l'égard desquelles la Région exerce les compétences de la Communauté française (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par « organes consultatifs », les conseils, commissions, comités et autres organes, quelle que soit leur dénomination :

1<sup>o</sup> qui sont créés :

a. soit par la loi, par arrêté ayant force de loi, par arrêté royal ou par arrêté ministériel;

b. soit par décret du Conseil de la Communauté française, par arrêté du Gouvernement de la Communauté française ou par arrêté d'un ou plusieurs ministres;

c. soit par décret du Conseil régional wallon, par arrêté du Gouvernement wallon ou par arrêté d'un ou plusieurs ministres;

2<sup>o</sup> et qui sont chargés principalement d'assister, de leur avis, d'initiative ou sur demande, le Conseil régional wallon, le Gouvernement, un ou plusieurs ministres.

**Art. 3.** Chaque fois qu'au sein d'un organe consultatif, un ou plusieurs mandats effectifs ou suppléants sont à attribuer à la suite d'une procédure de présentation, chaque instance chargée de présenter les candidatures présente, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

Lorsque l'obligation imposée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'a pas été remplie, l'autorité investie du pouvoir de nomination renvoie les candidatures à l'instance chargée de présenter les candidatures. Tant que l'obligation imposée n'a pas été remplie, le mandat à attribuer reste vacant.

Lorsqu'il est impossible de satisfaire à l'obligation mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il peut y être dérogé moyennant une motivation spéciale inscrite dans le document de présentation et visée dans l'acte de nomination.

**Art. 4.** Deux tiers au maximum des membres d'un organe consultatif sont du même sexe.

Lorsque l'obligation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas remplie, les avis de l'organe consultatif ne sont pas valables, sauf si le ou les ministres dont relève l'organe concerné ou la ou les autorités investies du pouvoir de nomination communiquent au Gouvernement, en la motivant, l'impossibilité de remplir l'obligation prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La motivation est considérée comme adéquate par le Gouvernement sauf décision contraire de celui-ci dans les deux mois suivant la communication visée à l'alinéa 2.

Dans le cas d'un organe consultatif à créer ou à constituer, la communication visée à l'alinéa 2 est faite avant la nomination des membres de l'organe concerné.

Le Gouvernement fixe la procédure relative à la communication visée à l'alinéa 2.

Lorsqu'un organe consultatif a fait usage de la procédure prévue aux alinéas 2 et 3, mention en est faite dans les avis de cet organe consultatif.

**Art. 5.** Le Gouvernement soumet tous les deux ans au Conseil régional wallon un rapport d'évaluation sur l'application du présent décret.

**Art. 6.** Pour les organes consultatifs qui ont été créés avant l'entrée en vigueur du présent décret, l'autorité investie du pouvoir de nomination adapte leur composition, conformément à l'article 4, lors du prochain renouvellement des mandats.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 mai 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme. ARENA

—————  
Note

(1) *Session 2002-2003.*

*Documents du Conseil* 465 (2002-2003) N<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance publique 29 avril 2003.

Discussion - Vote.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2012

[C — 2003/27352]

**15 MEI 2003.** — **Decreet tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen voor de aangelegenheden waarin het Gewest de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent** (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt onder "adviesorganen" verstaan de raden, commissies, comités en andere organen die onder welke benaming ook :

1° opgericht zijn :

- a. hetzij bij wet, besluit dat kracht van wet heeft, koninklijk of ministerieel besluit;
- b. hetzij bij decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap, bij besluit van de Franse Gemeenschapsregering of bij besluit van één of meer ministers;
- c. hetzij bij decreet van de Waalse Gewestraad, besluit van de Waalse Regering of besluit van één of meer ministers;

2°. en die, op eigen initiatief of op verzoek, voornamelijk advies verlenen aan de Waalse Gewestraad, aan de Regering, aan één of meer ministers.

**Art. 3.** Telkens als binnen een adviesorgaan één of meer gewone of plaatsvervangende mandaten ten gevolge van een voordrachtprocedure te begeven zijn, dient per mandaat door elke voordragende instantie de kandidatuur van minstens één man en één vrouw voorgedragen te worden.

Als niet kan worden voldaan aan de verplichting die in het eerste lid opgelegd wordt, stuurt de benoemende overheid de kandidaturen terug naar de voordragende instantie. Zolang de opgelegde verplichting niet nagekomen wordt, blijft het te begeven mandaat vacant.

Als onmogelijk kan worden voldaan aan de verplichting bedoeld in het eerste lid, kan ervan afgeweken worden mits bijzondere motivering opgenomen in het voordrachtdocument en vermeld in de benoemingsakte.

**Art. 4.** Hoogstens twee derde van de leden van een adviesorgaan zijn van hetzelfde geslacht.

Als de in het eerste lid opgelegde verplichting niet nagekomen wordt, zijn de adviezen van het adviesorgaan niet geldig, behalve als de minister(s) onder wiens bevoegdheid het adviesorgaan ressorteert of de benoemende overheid (overheden) de Regering kennis geeft van de gemotiveerde onmogelijkheid om die verplichting na te komen.

De Regering beschouwt de motivering als zijnde afdoende, behoudens andersluidende beslissing van de Regering binnen twee maanden na de kennisgeving bedoeld in het tweede lid.

Als een adviesorgaan opgericht of ingesteld moet worden, vindt de kennisgeving bedoeld in het tweede lid plaats vóór de benoeming van de leden van het adviesorgaan.

De Regering bepaalt de procedure voor de kennisgeving bedoeld in het tweede lid.

Als een adviesorgaan bovenbedoelde procedure heeft toegepast, wordt daarvan melding gemaakt in de adviezen van dat orgaan.

**Art. 5.** De Regering legt om de twee jaar een evaluatierapport voor aan de Waalse Gewestraad i.v.m. de toepassing van dit decreet.

**Art. 6.** De samenstelling van de adviesorganen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn opgericht, wordt bij de volgende vernieuwing van de mandaten overeenkomstig artikel 4 aangepast door de benoemende overheid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 mei 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Mevr. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Stukken van de Raad 465 (2002-2003) Nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2003.*

*Bespreking - Stemming.*